

À Saint-Denis, le 23.09.2020

Contre le séparatisme scolaire :

Soutien aux pédagogies « alternatives » émancipatrices dans le secteur public !

En avril 2020, le recteur de l'académie de Créteil Daniel Auverlot met fin à l'expérimentation du collège Gisèle Halimi, ce collège innovant, coopératif et polytechnique ouvert en 2018 à Aubervilliers. Sans réelle justification, sans évaluation, le recteur prétend, au doigt mouillé, que le projet n'apporte rien de plus que ce qu'un collège classique ne fait déjà.

Dans le même temps, il refuse le détachement d'un enseignant de l'académie qui souhaitait intégrer l'équipe du lycée autogéré de Paris.

Ces deux événements illustrent la dynamique de casse des dispositifs innovants et des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices mise en œuvre actuellement par l'Education nationale. Ainsi, dans le 93, des inspecteur-trices de l'Éducation nationale ont mis fin aux classes multi-âge dans plusieurs écoles. Ailleurs, les lycées autogéré de Paris et expérimental de Saint-Nazaire sont menacés dans leur fonctionnement par des coupes dans leurs dotations. A la rentrée 2020, la subvention du ministère à l'ICEM-Pédagogie Freinet (l'Institut Coopératif de l'Ecole Moderne), aux CEMEA (Mouvement National d'Education Nouvelle), au GFEN (Groupe Français d'Education Nouvelle) et au CRAP-Cahiers pédagogiques (Cercle de recherche et d'action pédagogiques), a diminué pour chaque organisation d'environ 30%, ce qui va contraindre notamment l'ICEM-Pédagogie Freinet à licencier des personnels. D'autres structures vivent ou ont vécu des reprises en main autoritaires par l'institution, comme l'école Freinet d'Hérouville-Saint-Clair.

Partout, les équipes qui souhaitent mettre en place des fonctionnements alternatifs, des modalités d'organisation et d'enseignement qui tranchent avec les pratiques traditionnelles de l'Education nationale, sont confronté-es à des blocages et à des difficultés incessantes. Bien souvent, ces équipes en sont réduites à espérer que l'administration les ignore simplement, plutôt que de les soutenir.

L'Education nationale a en effet entamé une mise au pas des personnels à tous les niveaux, et la pédagogie est en première ligne. Les pratiques qui ne plaisent pas au ministère n'ont pas le droit de cité : elles doivent disparaître au profit de la « fameuse » priorité aux fondamentaux (lire, écrire, compter) et des pratiques managériales néfastes comme les évaluations nationales.

Cette vision réactionnaire de l'école et de son rôle social se trouve mise en application avec un zèle tout particulier dans le secteur public et les quartiers populaires relevant de l'éducation prioritaire. Les établissements scolaires situés en zone d'éducation prioritaire ont ainsi vu disparaître la totalité des moyens supplémentaires à destination des élèves dont ils disposaient, moyens qui pouvaient permettre de mettre en place des pratiques différentes et innovantes.

En parallèle, le secteur privé profite de cette dynamique pour développer avec succès des écoles différentes : « écoles démocratiques », « écoles Montessori »... Appuyées par des groupes de lobbying comme l'ONG Ashoka, ces écoles proposent aux enfants des familles aisées, à des tarifs exorbitants, des pratiques pédagogiques mettant l'accent sur la réussite individuelle qui flirtent avec le développement personnel, si cher à l'idéologie néo-libérale et au monde de l'entreprise.

Ainsi, le paysage éducatif en France offre le tableau d'une situation binaire : aux riches, une éducation épanouissante préparant les enfants à leur future place de décideur-euses ; aux autres, une école de plus en plus autoritaire et excluante, qui les formate à leur avenir de salarié-es.

Contre ce séparatisme scolaire, SUD éducation 93 soutient et soutiendra les équipes engagées sur le terrain pour les pédagogies émancipatrices. Ce combat pour une autre école recoupe celui pour une autre société. Nous affirmons que seuls les personnels de terrain sont à même de savoir comment l'école doit être organisée, pour le bien des élèves et de leurs familles, et pour le service public d'éducation.

**Nous appelons à participer à la manifestation organisée par
l'équipe du collège Gisèle Halimi jeudi 8 octobre :**

14h devant le collège Gisèle Halimi

Marche jusqu'au Métro Front Populaire

Rendez-vous à 16h au Ministère, Métro Solférino, ligne 12

**Bourse du Travail de Saint-Denis
9/11 rue Génin,
93200 Saint-Denis**

**01.55.84.41.26
06.88.66.47.23**

**contact@sudeducation93.org
<http://www.sudeducation93.org/>**

